



HENRI III (1551-1589)

«C'était un très bon prince, s'il eût rencontré une bonne époque », a dit son contemporain Pierre de L'Estoile.

Les historiens d'aujourd'hui parlent d'Henri le calomnié, d'Henri l'incompris. Il fut en effet un de nos souverains les plus habiles dans un temps difficile. Né à Fontainebleau le 19 septembre 1551, le futur Henri III, troisième fils d'Henri II et de Catherine de Médicis, reçoit d'abord les prénoms d'Alexandre-Edouard, auxquels sa mère substituera plus tard celui d'Henri.

Il sera successivement duc d'Angoulême, puis d'Orléans et enfin d'Anjou. Le jeune prince, fils préféré de Catherine de Médicis, charme son entourage par ses grands yeux bleus et sa grâce juvénile.



Celui qui devait être le dernier des Valois reçoit à Amboise une des meilleures éducations de son temps avec des précepteurs comme Jacques Amyot et François Carnavalet.

Sa mère tint également à l'initier aux futures tâches d'un grand prince. A seize ans à peine, il reçoit le titre de lieutenant général du royaume. Assisté du maréchal de Tavannes, il remporte, en 1569, sur les huguenots, les batailles de Jarnac et de Moncontour.

Chef du parti catholique, il est aux côtés de Catherine de Médicis lors de la Saint-Barthélemy, mais en fait il ne joue qu'un rôle très secondaire ce jour-là. Il conduit ensuite le siège de La Rochelle, qui confirme sa réputation de grand chef de guerre.

Cette réputation est, en grande partie, à l'origine de son élection comme roi de Pologne, le 10 mai 1573, même si sa candidature a été soutenue par l'évêque de Valence, Jean de Monluc et, en sous main par les Turcs. C'est à Cracovie, au château du Wawell, que le duc d'Anjou est couronné le 15 février 1574.

Il ne va rester que quelques mois en Pologne. A la nouvelle de la mort de son frère, Charles IX, il quitte secrètement Cracovie et regagne la France, où il juge sa présence indispensable. Catherine de Médicis a repris la régence et tente d'empêcher son dernier fils, le duc d'Alençon, favorable aux protestants, d'usurper le trône de son frère.

Sacré à Reims, le 13 février 1575, Henri III épouse, deux jours plus tard. Louise de Lorraine-Vaudémont, dont il n'aura pas d'enfant.

Henri III va gouverner la France pendant quinze ans, confronté aux pires difficultés. Pendant longtemps, il a été considéré comme le type même du roi incapable, cruel et pervers, prisonnier de l'entourage de ses «mignons ».

En fait, si Henri III a hérité de certaines tares familiales (tuberculose, tumeurs) et d'un évident déséquilibre, il n'en a pas moins été un homme d'une intelligence exceptionnelle, d'un grand courage physique et ayant au plus haut point le sens de l'Etat. Il était décidé à rétablir la paix entre catholique et protestants.

De 1574 à 1584

Au lendemain de l'accession d'Henri III au trône, le 30 mai 1574, la paix signée un an plus tôt avec les huguenots, est rompue et les combats reprennent dans l'Ouest et dans le Midi. Le roi de Navarre et le duc d'Alençon, frère du roi, rejoignent les révoltés.

Après la victoire remportée à Dormans en 1575, par l'armée royale commandée par le duc de Guise, Henri III, converti à la politique de conciliation de sa mère, Catherine de Médicis, réussit à imposer une nouvelle paix.

L'édit de Beaulieu du 6 mai 1576 accorde aux protestants des avantages dont ils n'ont encore jamais joui. Ils bénéficient de la liberté totale de culte, sauf à Paris.

Ils reçoivent huit places fortes de sûreté et des chambres mi-parties, c'est-à-dire des tribunaux mixtes dans tous les parlements. Ces concessions provoquent la colère des catholiques, qui se groupent alors en un parti organisé, la Ligue.

Non sans habileté et dans l'intention de la surveiller et de la contrôler, Henri III en prend la tête. Mais le problème des guerres de Religion dépasse le cadre français. Les ligueurs bénéficient de l'appui du pape et, surtout, du roi d'Espagne.

Philippe II redoute, en effet, une victoire des protestants, au moment où il doit faire face à une révolte de ses sujets calvinistes dans les Pays-Bas. Aux états généraux de Blois (décembre 1576 - mars 1577), Henri III doit s'incliner devant les catholiques et désavouer l'édit de Beaulieu.

Cette reculade amène les protestants à reprendre les armes. Victorieux de nouveau, le roi impose la paix de Bergerac le 17 septembre 1577 et, par l'édit de Poitiers, limite les concessions accordées l'année précédente.

Le culte protestant n'est plus autorisé que dans une seule ville par bailliage. Dans un dessein de réconciliation, Henri III fonde l'ordre du Saint-Esprit, qui doit réunir tous les grands des deux partis dans l'idéal d'une nouvelle chevalerie.

Cette tentative est vaine et la guerre reprend en 1579 jusqu'à la paix de Fleix, signée l'année suivante le 26 novembre 1580 et par laquelle les protestants doivent abandonner leurs conquêtes.

Le royaume connaît alors une accalmie que l'on peut croire enfin durable. Mais il ne s'agit une fois de plus que d'une trêve. Les difficultés économiques et financières grandissent, la Ligue et le clergé lancent des pamphlets contre Henri III ; à l'extérieur, la menace espagnole s'amplifie.

En 1584, la mort subite du frère du roi ravive les passions et pose le problème de la succession au trône. Après dix années de mariage, Henri III n'a pas d'enfant et le seul héritier légitime est un huguenot, de la famille des Bourbons, le roi Henri de Navarre.

De 1584 à 1589

Après la mort de son frère, le duc d'Alençon, en 1584, Henri III se trouve dans une situation extrêmement difficile. Comme il n'a pas de fils, l'héritier du trône est un protestant, Henri de Navarre. Aussi, les catholiques s'alarment. Les Guise signent avec l'Espagne le traité de Joinville, le 31 décembre 1584.

Ils réservent la couronne au cardinal Charles de Bourbon, oncle d'Henri de Navarre, et Philippe II d'Espagne accorde une aide mensuelle à la Ligue dont Henri de Guise devient le véritable chef.

Henri III juge alors nécessaire de composer avec la Ligue et accepte d'interdire le culte calviniste dans tout le royaume.

Cette décision donne le signal de la dernière et de la plus violente des guerres de Religion. Vaincu à Coutras en octobre 1587, Henri III envisage de traiter avec les protestants : ce projet contribue à le discréditer et à renforcer la popularité du duc de Guise.

Le roi lui interdit d'entrer à Paris. Guise ayant passé outre, Henri fait venir ses troupes. Ce geste provoque une véritable émeute : la journée des Barricades le 12 mai 1588.

Les Parisiens prennent les armes contre les soldats du roi et menacent le Louvre. Henri III quitte sa capitale, seul, à cheval, et gagne Chartres, puis Rouen. Dans une situation aussi critique, il se résigne à donner satisfaction aux ligueurs avec l'édit d'union qui doit empêcher un prince protestant de lui succéder.

Simultanément, il nomme le duc de Guise lieutenant général du royaume. Toutefois, la situation des catholiques lui semblant affaiblie à la suite du désastre de l'Invincible Armada, le roi convoque les états généraux à Blois en septembre 1588. Le calcul se révèle faux. Les ligueurs obtiennent la majorité et le duc de Guise fait figure de véritable souverain.

Henri III décide alors de recourir à une solution radicale. Le 23 décembre 1588, il fait assassiner son rival par ses gardes. En fait, ce meurtre provoque un soulèvement contre lui.

A Paris, un pouvoir insurrectionnel, le conseil des Seize, prononce sa déchéance et reconnaît pour roi le cardinal de Bourbon. Celui-ci étant alors prisonnier du roi, le duc de Mayenne, frère d'Henri de Guise, est nommé lieutenant général du royaume.

Acculé, Henri III se réconcilie avec Henri de Navarre, futur Henri IV et va mettre avec lui le siège devant Paris. C'est là, à Saint-Cloud, le 1er août 1589, qu'il est assassiné par un moine fanatique, Jacques Clément.

Avant de mourir, il peut cependant désigner le roi de Navarre comme son successeur légitime.

<http://www.alex-bernardini.fr/histoire/Henri-III.php>